

# Le nouveau Chili se construit avec l'Université

Se promener à Santiago, la capitale du Chili, quarante ans après le coup d'État orchestré par les États-Unis contre Salvador Allende et l'arrivée au pouvoir d'Augusto Pinochet, pourrait être déprimant. À première vue, en effet, cette mégapole de 6 millions d'habitants – dont plus d'un million vivent sous le seuil de pauvreté - n'est qu'un grand marché, où tout se vend et tout s'achète.

Comment des familles, pour la plupart formée de plus de 6 personnes arrivent-elles à vivre, et surtout à consommer de manière compulsive, avec un salaire mensuel inférieur à 250.000 pesos, soit quelque 309 euros - c'est le cas de 75 % des ménages? Comment? Grâce au crédit. Les cartes de crédit sont distribuées comme des petits pains à l'entrée des grands "malls", ces temples de la consommation où affluent les citoyens acquis aux "vertus" du néo libéralisme.

Ce prolétariat surendetté est également peu politisé et peu critique. La révolution néo libérale a, effectivement, augmenté le pouvoir d'achat des classes populaires. Dans toutes les habitations des quartiers pauvres, trônent des télévisions, plusieurs géantes à écran plasma et, devant la porte, stationne une nouvelle voiture. Tout le monde a le GSM dernier cri. Mais à quel prix!

Le prix? Le surendettement qui prend à la gorge et rend la grève, voire toute revendication, impensable. La frustration qui se lit sur tous les visages. L'alcoolisme endémique. Le prix? L'accès à des soins de santé de qualité est

**A PREMIÈRE VUE, PINOCHET PEUT CRIER VICTOIRE: QUARANTE ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT QUI A RENVERSÉ ALLENDE, LE CHILI N'EST QU'UN VASTE MARCHÉ ACQUIS AUX VERTUS DU NÉO LIBÉRALISME. MAIS À PREMIÈRE VUE SEULEMENT. CAR LE MONDE DE L'ÉDUCATION BRUISSE DU VENT DU CHANGEMENT.**

**Sergio Rojas**  
CSCE

devenu impossible pour la plupart des citoyens, et il en va de même de l'enseignement, de l'eau et de l'électricité, eux aussi privatisés. Ce prolétariat est d'autant moins "mobilisable" que la CUT ("centrale unitaire des travailleurs"), la centrale syndicale jadis si puissante, décapitée sous l'ère Pinochet et restaurée en 1990, n'a jamais retrouvé sa combativité d'antan. Elle a été supplantée par une myriade de petits syndicats aux intérêts plus ou moins corporatistes et antagonistes, sans vision collective. L'individualisme est poussé à outrance. Tout est fait pour "responsabiliser" les citoyens. On leur serine que ceux qui travaillent plus pourront gagner plus et consommer davantage. On les encourage à devenir "entrepreneurs", c'est-à-dire de petits indépendants qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes et, pour la plupart, sont dans une situation très précaire.

Tous les mouvements sociaux issus de la Démocratie populaire, les comités de quartier, les collectifs de femmes, les centrales syndicales, bref, tout ce qui, sous Allende, créait du lien entre les citoyens, entre les travailleurs, a été

démembré sous Pinochet. Certes, Pinochet a quitté le pouvoir en 1989. Certes, le pays vit, depuis lors, sous un régime démocratique. Certes, la socialiste Michelle Bachelet a présidé le pays entre 2006 et 2010, avant le retour de la droite aux affaires en mars 2010, droite incarnée par le président Sebastian Piñera, le Berlusconi chilien, homme d'affaires, milliardaire. Mais le pays reste gangrené par les années Pinochet, les mentalités ont peu évolué, tout reste à faire, la démocratie chilienne est une démocratie handicapée.

Et ce n'est pas le probable retour au pouvoir de Bachelet – elle se présente contre la droite à l'élection présidentielle du 11 novembre – qui changera radicalement la donne: la droite reste majoritaire au Parlement, et la Constitution, élaborée par Pinochet en 1980 est une Constitution qui a été imposée par les armes. Pinochet a triomphé, serait-on donc tenté de conclure en débarquant à Santiago. Le lien social est cassé, les gens sont isolés, la politique économique néo libérale poursuit son sinistre ouvrage.

Mais, si l'on prolonge son séjour à Santiago, si l'on s'approche des campus universitaires et des écoles secondaires, on sent battre le pouls de la jeunesse. Et là, l'espoir renaît. Car les universités et les lycées, même privés, bruissent du désir de changement.

Déjà sous la présidence de Bachelet, les étudiants ont soufflé le vent de la révolte. On parlait alors de la "révolution des pingouins", allusion à l'uniforme noir et blanc porté par les lycéens. Ces lycéens occupaient les établissements scolaires de l'enseignement secondaire en revendiquant la fin de l'enseignement privé et le retour à un enseignement libre, gratuit et laïque. Bachelet n'a pas pu accéder à leurs exigences, mais Piñera n'a pas réussi à faire taire la révolte. Aujourd'hui, ces "pingouins" ont grandi et se retrouvent sur les bancs des universités, les lycéens continuent leurs actions: c'est donc là, désormais, que couve la contestation sociale. C'est parmi eux que se trouvent les dirigeants de demain. Et ce sont eux qui dessinent, aujourd'hui, la transformation de la société chilienne. Car ces étudiants "contaminent"



LE BUSTE DE SALVADORE ALLENDE, OEUVRE DU SCULPTEUR CHILIEN OSCAR PLANDIURA VIERA, S'ÉRIGERA BIENTÔT SUR LE SITE DE L'ULB, À L'INITIATIVE DU COMITÉ ALLENDE 40.

leurs familles : leurs revendications pour plus de démocratie et moins d'exclusion sont donc relayées par un nombre croissant de citoyens, dans tous les milieux.

On le sent, l'heure du changement sonnera bientôt : les mouvements sociaux sont en train de renaître de l'intérieur, grâce au mouvement étudiant. Récemment, les dockers

ont fait grève. Et ce n'est pas fini. Il n'y a jamais eu autant d'activités politiques depuis Allende. Elles ne sont pas encore très visibles, mais elles existent et se multi-

plient. Les Chiliens sortent de l'"enchantement du système néo libéral". La créativité du peuple refait surface, il faut croire en elle. ■

## Le rêve chilien du socialisme démocratique

Durant toute sa vie, Allende a mené une lutte farouche contre le système capitaliste, producteur d'inégalités. À la fin des années 1930, Allende a été ministre de la Santé du gouvernement du Front Populaire. Les enseignements tirés de cette expérience l'ont aidé à élaborer les 40 mesures politiques, économiques et sociales du programme de l'Unité Populaire, sorti victorieux des urnes en 1970. Ce programme propose une vraie révolution, ouvre la voie vers un système socialiste démocratique. La nationalisation des banques, jusque là aux mains de capitaux privés, est l'une des premières mesures prise par Allende, rapidement suivie par la décision d'augmenter les salaires des travailleurs dans tous les secteurs de l'économie et la transformation du secteur de la construction. Allende dénonce, en effet, l'absence de logements décents pour la classe populaire.

Allende met également en place une réforme agraire au bénéfice de la paysannerie, remettant en cause les privilèges des gros propriétaires terriens. Ceux-ci, pour

la plupart héritiers d'anciennes familles de l'aristocratie espagnole, constituent les plus farouches ennemis de l'Unité Populaire. Ils opposent la politique de la terre brûlée aux velléités de changement d'Allende, sacrifiant les champs agricoles et sacrifiant le bétail. À l'arrivée au pouvoir d'Allende, 27 millions de moutons paissaient sur les plaines de la Terre de Feu ; au moment du coup d'État, il n'en subsiste que 3 millions... Allende crée également un secteur d'économie sociale, transformant le visage des multiples entreprises mal gérées ou monopolistiques, génératrices d'injustices salariales et de mauvaises conditions de travail.

Allende n'en reste pas là : il décide de la nationalisation du cuivre. Ce pilier de l'économie chilienne ("le salaire du Chilien", comme l'appelait Allende) est détenu par de grands groupes industriels américains, privant les Chiliens de la gestion et de la jouissance de leur principale source de richesses.

On le voit, le gouvernement d'Allende s'est

consacré à résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques d'un pays où les travailleurs ne disposaient d'aucun droit. Peu à peu, l'expérience chilienne a influencé les organisations de travailleurs du monde entier. Les dirigeants du système capitaliste mondial se sont inquiétés de cette possible tache d'huile. Ils ont résisté à cet élan révolutionnaire. Les partis de la droite chilienne se sont retranchés au Parlement et au Congrès, où ils avaient la majorité. Il fallait absolument mettre fin à cet expérience, coûte que coûte.

Le 11 septembre 1973, Salvador Allende meurt dans le palais présidentiel de la Moneda, assailli par les militaires. Des camions remplis de militaires investissent les quartiers industriels de la capitale pour détruire les "poches de résistance". Les nouveaux maîtres de l'économie, formés à l'école ultra libérale de Chicago, reprennent les rênes du système socio-économique chilien, avec la bénédiction d'Augusto Pinochet. C'en est fini du socialisme démocratique à la chilienne.